

PRÉSENT ET SOLIDE.

Plus que jamais.



Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

États financiers consolidés intermédiaires résumés
du troisième trimestre 2021

Aux 30 septembre 2021 et 2020



États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

- 3 États des résultats consolidés
- 4 États du résultat global consolidés
- 5 États de la situation financière consolidés
- 6 États des variations des capitaux propres consolidés
- 7 États des flux de trésorerie consolidés
- 8 Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés
 - 8 Note 1 Information générale
 - 8 Note 2 Impacts de la pandémie liée à la COVID-19
 - 9 Note 3 Modifications de méthodes comptables
 - 11 Note 4 Cession d'entreprise
 - 12 Note 5 Placements et produits de placement
 - 14 Note 6 Juste valeur des instruments financiers et des immeubles de placement
 - 21 Note 7 Gestion des risques associés aux instruments financiers
 - 23 Note 8 Instruments financiers dérivés
 - 25 Note 9 Actif net des fonds distincts
 - 25 Note 10 Débentures
 - 26 Note 11 Capital social
 - 27 Note 12 Cumul des autres éléments du résultat global
 - 28 Note 13 Gestion du capital
 - 28 Note 14 Frais généraux
 - 29 Note 15 Impôts sur le résultat
 - 29 Note 16 Information sectorielle
 - 35 Note 17 Résultat de base par action ordinaire
 - 36 Note 18 Avantages postérieurs à l'emploi
 - 37 Note 19 Engagements
 - 37 Note 20 Événement postérieur à la date de clôture

États des résultats consolidés

(non audités, en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Produits				
Primes				
Primes brutes	3 543 \$	3 387 \$	10 382 \$	8 638 \$
Primes cédées	(250)	(216)	(705)	(617)
Primes nettes (note 16)	3 293	3 171	9 677	8 021
Produits de placement (note 5)				
Intérêts et autres produits tirés des placements	421	359	1 101	1 108
Variation de la juste valeur des placements	(468)	35	(2 976)	2 583
	(47)	394	(1 875)	3 691
Autres produits	515	422	1 468	1 278
	3 761	3 987	9 270	12 990
Prestations sur contrats et charges				
Prestations et règlements bruts sur contrats	1 596	1 439	5 823	4 267
Prestations et règlements cédés sur contrats	(175)	(129)	(506)	(400)
Transferts nets aux fonds distincts	1 018	622	2 274	1 834
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	96	950	(1 935)	4 266
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	1	3	(6)	25
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(39)	(18)	(57)	(112)
	2 497	2 867	5 593	9 880
Commissions	534	449	1 552	1 283
Frais généraux	388	351	1 155	1 113
Taxes sur primes et autres taxes	35	34	105	94
Charges financières	15	12	41	39
	3 469	3 713	8 446	12 409
Résultat avant impôts	292	274	824	581
Impôts sur le résultat (note 15)	67	50	191	104
Résultat net	225 \$	224 \$	633 \$	477 \$
Résultat net attribué aux contrats avec participation	3	(4)	(3)	4
Résultat net attribué aux actionnaires	222 \$	228 \$	636 \$	473 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 11)	6	6	17	17
Résultat net attribué à l'actionnaire ordinaire	216 \$	222 \$	619 \$	456 \$
Résultat de base par action ordinaire (en dollars) (note 17)	1,99 \$	2,04 \$	5,70 \$	4,20 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États du résultat global consolidés

(non audités, en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Résultat net	225 \$	224 \$	633 \$	477 \$
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Actifs financiers disponibles à la vente				
Profits (pertes) latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	(14)	45	(41)	73
Reclassement des pertes (profits) sur les actifs financiers disponibles à la vente inclus dans le résultat net	(6)	(2)	(20)	(16)
	(20)	43	(61)	57
Couverture d'investissements nets				
Profits (pertes) latents résultant de la conversion des établissements étrangers	35	(28)	(7)	37
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	(33)	23	4	(28)
	2	(5)	(3)	9
Couverture de flux de trésorerie				
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	(1)	—	(1)	—
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	29	(15)	183	(71)
Total des autres éléments du résultat global	10	23	118	(5)
Résultat global	235 \$	247 \$	751 \$	472 \$
Résultat global attribué aux contrats avec participation	3	(4)	(3)	4
Résultat global attribué aux actionnaires	232 \$	251 \$	754 \$	468 \$

Impôts sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global

(non audités, en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Recouvrement (charge) d'impôts sur le résultat relatif à :				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Pertes (profits) latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	5 \$	(16)\$	14 \$	(25)\$
Reclassement des profits (pertes) sur les actifs financiers disponibles à la vente inclus dans le résultat net	3	1	8	5
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	6	(4)	—	5
	14	(19)	22	(15)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(11)	5	(66)	25
Recouvrement (charge) d'impôts total sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global	3 \$	(14)\$	(44)\$	10 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États de la situation financière consolidés

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
(en millions de dollars)	(non audités)	
Actif		
Placements (note 5)		
Trésorerie et placements à court terme	1 366 \$	1 593 \$
Obligations	31 568	31 762
Actions	3 587	3 168
Prêts hypothécaires et autres prêts	2 897	2 801
Instruments financiers dérivés (note 8)	485	1 651
Avances sur contrats	1 015	881
Autres placements	457	453
Immeubles de placement	1 875	1 916
	43 250	44 225
Autres éléments d'actif	4 035	2 897
Actif de réassurance	2 010	1 808
Immobilisations corporelles	354	371
Actif d'impôts différés	15	23
Immobilisations incorporelles	779	773
Goodwill	557	556
Actif total du fonds général	51 000	50 653
Actif net des fonds distincts (note 9)	36 886	32 815
Actif total	87 886 \$	83 468 \$
Passif		
Passif relatif aux contrats d'assurance	34 636 \$	36 527 \$
Passif relatif aux contrats d'investissement	566	575
Instruments financiers dérivés (note 8)	804	569
Autres éléments de passif	8 308	6 846
Passif d'impôts différés	314	248
Débetures	653	653
Passif total du fonds général	45 281	45 418
Passif relatif à l'actif net des fonds distincts (note 9)	36 886	32 815
Passif total	82 167 \$	78 233 \$
Capitaux propres		
Capital social	2 180 \$	2 180 \$
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	3 501	3 014
Comptes des contrats avec participation	38	41
	5 719	5 235
Passif et capitaux propres totaux	87 886 \$	83 468 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États des variations des capitaux propres consolidés

	Au 30 septembre 2021					
	Comptes des contrats avec participation	Actions ordinaires (note 11)	Actions privilégiées (note 11)	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 12)	Total
(non audités, en millions de dollars)						
Solde au 31 décembre 2019	42 \$	1 655 \$	525 \$	3 460 \$	77 \$	5 759 \$
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	660	—	660
Résultat net attribué aux contrats avec participation	(1)	—	—	—	—	(1)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	19	19
Résultat global de l'exercice	(1)	—	—	660	19	678
Transactions relatives aux capitaux propres						
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	(54)	54	—
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	(1 181)	—	(1 181)
Dividendes sur actions privilégiées	—	—	—	(22)	—	(22)
Autres	—	—	—	1	—	1
	—	—	—	(1 256)	54	(1 202)
Solde au 31 décembre 2020	41	1 655	525	2 864	150	5 235
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	636	—	636
Résultat net attribué aux contrats avec participation	(3)	—	—	—	—	(3)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	118	118
Résultat global de la période	(3)	—	—	636	118	751
Transactions relatives aux capitaux propres						
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	183	(183)	—
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	(250)	—	(250)
Dividendes sur actions privilégiées	—	—	—	(17)	—	(17)
	—	—	—	(84)	(183)	(267)
Solde au 30 septembre 2021	38 \$	1 655 \$	525 \$	3 416 \$	85 \$	5 719 \$

	Au 30 septembre 2020					
	Comptes des contrats avec participation	Actions ordinaires (note 11)	Actions privilégiées (note 11)	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 12)	Total
(non audités, en millions de dollars)						
Solde au 31 décembre 2019	42 \$	1 655 \$	525 \$	3 460 \$	77 \$	5 759 \$
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	473	—	473
Résultat net attribué aux contrats avec participation	4	—	—	—	—	4
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(5)	(5)
Résultat global de la période	4	—	—	473	(5)	472
Transactions relatives aux capitaux propres						
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	(71)	71	—
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	(671)	—	(671)
Dividendes sur actions privilégiées	—	—	—	(17)	—	(17)
Autres	—	—	—	2	—	2
	—	—	—	(757)	71	(686)
Solde au 30 septembre 2020	46 \$	1 655 \$	525 \$	3 176 \$	143 \$	5 545 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États des flux de trésorerie consolidés

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat avant impôts	824 \$	581 \$
Charges financières	41	39
Impôts payés, nets des remboursements	(182)	(134)
Activités opérationnelles sans effet sur la trésorerie :		
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(1 889)	4 390
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	(9)	(65)
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(209)	(168)
Pertes (profits) latents sur les placements	2 976	(2 579)
Provisions pour pertes	20	45
Amortissement des primes et des escomptes	20	14
Autres amortissements	186	162
Dépréciation du goodwill (note 14)	—	24
Gain sur cession d'entreprise	—	(16)
Autres éléments sans effet sur la trésorerie	(11)	(523)
Activités opérationnelles ayant un effet sur la trésorerie :		
Ventes, échéances et remboursements liés aux placements	15 907	11 624
Achats liés aux placements	(18 030)	(11 996)
Pertes (profits) réalisés sur les placements	(22)	(41)
Autres éléments ayant un effet sur la trésorerie	520	32
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	142	1 389
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Cession d'entreprise, nette de trésorerie	—	79
Ventes (achats) d'immobilisations corporelles et incorporelles	(65)	(47)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(65)	32
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Remboursement d'obligations locatives ¹	(14)	(22)
Dividendes sur actions ordinaires	(250)	(671)
Dividendes sur actions privilégiées	(17)	(17)
Intérêts payés sur débentures	(20)	(20)
Intérêts payés sur obligations locatives	(3)	(4)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(304)	(734)
Gains (pertes) de conversion sur trésorerie	—	2
Augmentation (diminution) de la trésorerie et placements à court terme	(227)	689
Trésorerie et placements à court terme au début	1 593	1 005
Trésorerie et placements à court terme à la fin	1 366 \$	1 694 \$
Information supplémentaire :		
Trésorerie	1 212 \$	1 219 \$
Placements à court terme	154	475
Total de la trésorerie et placements à court terme	1 366 \$	1 694 \$

¹ Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, les obligations locatives, présentées dans *Autres éléments de passif* aux états de la situation financière consolidés, comprennent un montant de 3 \$ (18 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020) n'ayant pas d'effet sur la trésorerie, principalement attribuable à de nouvelles obligations.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2021 et 2020 (non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

1 › Information générale

L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, régie par la Loi sur les assureurs et relevant de l'Autorité des marchés financiers (AMF). L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. et ses filiales (iA Assurance ou la société), une filiale en propriété exclusive de iA Société financière inc. (iA Société financière), offrent une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, des fonds communs de placement, des valeurs mobilières, des prêts hypothécaires ainsi que des produits d'assurance auto et habitation, d'assurance crédit, d'assurance et de garanties de remplacement, de garanties prolongées et autres produits auxiliaires pour les services aux concessionnaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Les produits et les services de la société sont offerts sur base individuelle et collective et s'étendent à l'ensemble du Canada ainsi qu'aux États-Unis.

Le 1^{er} janvier 2020, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. et sa filiale L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie ont fusionné. La fusion a été comptabilisée à la valeur comptable et n'a eu aucun effet sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers) de la société sont établis sur la base des Normes internationales d'information financière (IFRS) conformément à la norme IAS 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers ne contiennent pas toute l'information requise dans un état financier annuel complet et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2020. Les principales méthodes comptables utilisées pour établir les présents états financiers sont conformes à celles qui se trouvent dans les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, à l'exception des éléments mentionnés à la note 3.

La publication des présents états financiers a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 3 novembre 2021.

2 › Impacts de la pandémie liée à la COVID-19

Depuis le début de l'année 2020, la propagation du virus de la COVID-19, élevée au rang de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020, a provoqué des turbulences dans les marchés financiers, a entraîné de l'incertitude sur le plan économique, en plus de perturber les activités de la communauté des affaires et des citoyens. La pandémie liée à la COVID-19 a forcé les gouvernements à mettre en œuvre des mesures exceptionnelles pour freiner la progression de la crise. Les gouvernements et les banques centrales ont mis en place des interventions monétaires et fiscales importantes afin de stabiliser les conditions économiques. Le programme de gestion des risques de la société a permis de mitiger les effets négatifs de la crise sur ses résultats depuis le début de la pandémie. Les initiatives déployées par la société contribuent à assurer la continuité de l'ensemble de ses activités, tout en protégeant la santé et la sécurité de ses employés. De l'information plus détaillée sur les impacts de la pandémie sur l'évaluation des actifs et des passifs de la société au 31 décembre 2020 est présentée dans les états financiers à cette date, à la note 2, section b) « Estimations, hypothèses, jugements importants et impacts de la pandémie liée à la COVID-19 ».

Pour le moment, il est impossible d'évaluer de façon fiable la durée et l'ampleur des impacts que pourrait avoir la pandémie sur les résultats financiers futurs de la société, et ce, en raison des incertitudes toujours présentes au 30 septembre 2021. Les estimations, hypothèses et jugements importants faits par la direction utilisés dans la préparation de ces états financiers prennent en compte ces incertitudes.

Au 31 décembre 2020, lors de la révision annuelle des hypothèses, la société a augmenté le passif relatif aux contrats d'assurance pour considérer la hausse temporaire de mortalité ainsi que les hypothèses d'abandon de certaines polices, engendrées par la pandémie liée à la COVID-19. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, la société a versé des prestations qui étaient en lien avec la pandémie et a conséquemment réduit le passif relatif aux contrats d'assurance.

Les effets de la pandémie sur les résultats de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 sont peu significatifs.

Les résultats réels peuvent différer des estimations, comme mentionné à la note 2, section b) « Estimations, hypothèses, jugements importants et impacts de la pandémie liée à la COVID-19 » des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

3 › Modifications de méthodes comptables

Nouvelles méthodes comptables appliquées

Ces normes ou ces amendements s'appliquent aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021.

Normes ou amendements	Description des normes ou des amendements et des incidences sur les états financiers de la société
IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>	<p><i>Description</i> : Le 12 septembre 2016, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>, intitulé <i>Application de IFRS 9 Instruments financiers et de IFRS 4 Contrats d'assurance</i>. Cet amendement offre deux options aux entités qui appliquent la norme IFRS 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'approche du report, qui permet une exemption temporaire facultative de l'application de IFRS 9 jusqu'au 1^{er} janvier 2021 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre des contrats qui entrent dans le champ d'application de IFRS 4; l'approche par superposition, qui permet aux entités d'appliquer IFRS 9 en ajustant certains des effets de cette norme sur les actifs financiers désignés. Ces actifs désignés sont liés au passif relatif aux contrats d'assurance. <p>Le 25 juin 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i> afin de prolonger l'approche du report jusqu'au 1^{er} janvier 2023.</p> <p><i>Statut</i> : La société satisfait aux critères et a choisi l'approche du report, comme décrit à la section « Information relativement au report de l'application de IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> » ci-dessous. La société appliquera IFRS 9 seulement aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.</p>
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	<p><i>Description</i> : Le 28 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 16 <i>Contrats de location</i> intitulé <i>Allègements de loyer liés à la COVID-19</i>. Cet amendement exempte les preneurs d'avoir à considérer individuellement les contrats de location pour déterminer si les allègements de loyers liés à la COVID-19 constituent des modifications au contrat de location et permet de comptabiliser ces allègements de loyers comme s'ils ne constituaient pas des modifications au contrat de location. Il s'applique aux allègements de loyers qui réduisent les paiements de location dus au 30 juin 2021 ou antérieurement. Les dispositions s'appliquent rétrospectivement.</p> <p>Le 31 mars 2021, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 16 <i>Contrats de location</i>. Cet amendement, intitulé <i>Allègements de loyer liés à la COVID-19 au-delà du 30 juin 2021</i>, prolonge la mesure de simplification concernant les allègements de loyer liés à la COVID-19 jusqu'au 30 juin 2022.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
IAS 39 <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i> , IFRS 7 <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i> , IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i> et IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	<p><i>Description</i> : Le 27 août 2020, l'IASB a publié un amendement aux normes IAS 39 <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>, IFRS 7 <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>, IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i> et IFRS 16 <i>Contrats de location</i>. L'amendement, intitulé <i>Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2</i>, clarifie les exigences liées aux actifs financiers, aux passifs financiers et aux obligations locatives, ainsi qu'aux dispositions particulières en matière de comptabilité de couverture et aux obligations en matière de présentation de l'information des instruments financiers lors d'un remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant. Les dispositions s'appliquent de manière rétrospective modifiée.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>

Modifications de méthodes comptables à venir

Les normes ou les amendements sont présentés en fonction de leur date de publication sauf si une approche plus pertinente permet une meilleure information.

Normes ou amendements	Description des normes ou des amendements
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	<p>La société a adopté l'amendement à IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>, comme décrit à la section « Nouvelles méthodes comptables appliquées ». Conséquemment, même si les dispositions de IFRS 9 étaient applicables aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, la société appliquera ces dispositions simultanément à l'application d'IFRS 17.</p> <p><i>Description</i> : Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9, intitulée <i>Instruments financiers</i>, qui remplace les dispositions de la norme IAS 39, intitulée <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La norme IFRS 9 :</p> <ul style="list-style-type: none"> exige que les actifs financiers soient évalués au coût amorti ou à la juste valeur en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses actifs; modifie le mode de comptabilisation des passifs financiers évalués en utilisant l'option de la juste valeur; propose un nouveau modèle comptable relativement à la reconnaissance des pertes de crédit attendues. Ainsi, la société sera tenue de comptabiliser les pertes de crédit attendues à l'égard des actifs financiers en estimant à la date de clôture l'insuffisance attendue des flux de trésorerie; modifie la comptabilité de couverture, ce qui a pour objectif de présenter dans l'état financier l'effet des activités de gestion des risques. <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 9 s'appliqueront de manière rétrospective ou rétrospective modifiée.</p> <p>Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>. L'amendement, intitulé <i>Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative</i>, permet aux entités de mesurer au coût amorti des actifs financiers contenant une clause de paiement anticipé appelée « compensation négative ».</p> <p>Le 27 août 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>. L'amendement, intitulé <i>Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2</i>, clarifie, entre autres, les exigences liées aux actifs financiers, aux passifs financiers ainsi qu'aux dispositions particulières en matière de comptabilité de couverture lors du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.</p>

IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i>	<p><i>Description</i> : Le 18 mai 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17, intitulée <i>Contrats d'assurance</i>, qui remplace les dispositions de la norme IFRS 4, intitulée <i>Contrats d'assurance</i>. La norme IFRS 17 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a pour objectif de s'assurer que l'entité fournit des informations pertinentes et représentatives des contrats afin de permettre à l'utilisateur des états financiers d'être en mesure de juger de l'effet des contrats d'assurance sur les états de la situation financière, des résultats et des flux de trésorerie; • établit les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et de divulgation; • définit une méthode globale ainsi qu'une méthode selon les frais variables, applicables à tous les contrats d'assurance et de réassurance afin d'évaluer les passifs de contrats d'assurance; • définit une approche spécifique pour les contrats de 1 an et moins. <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 17 s'appliqueront de manière rétrospective à chaque groupe de contrats d'assurance et si, et seulement si, cela est impraticable, une entité pourra appliquer l'approche rétrospective modifiée ou l'approche de la juste valeur aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. L'adoption anticipée est permise si les normes IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> et IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> ont été appliquées préalablement.</p> <p>Le 25 juin 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i> qui vient préciser certains points et qui reporte la date d'application aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.</p> <p>Le 28 juillet 2021, l'IASB a proposé d'apporter des modifications à portée limitée aux dispositions transitoires pour une entité qui applique pour la première fois IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i> et IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> simultanément afin d'améliorer l'utilité des informations comparatives au moment de l'application initiale. L'IASB prévoit publier l'amendement à la norme IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i> au quatrième trimestre de 2021.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers relativement à la présentation, à la divulgation et à l'évaluation du passif relatif aux contrats d'assurance.</p>
IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>	<p><i>Description</i> : Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>. Cet amendement concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et touche seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière rétrospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption anticipée est permise.</p> <p>Le 15 juillet 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> qui reporte la date d'application aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>
IAS 16 <i>Immobilisations corporelles</i>	<p><i>Description</i> : Le 14 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 16 <i>Immobilisations corporelles</i>. Cet amendement clarifie la comptabilisation du produit net de la vente d'éléments produits pendant la mise en état d'une immobilisation corporelle. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière rétrospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société a analysé cet amendement et ne prévoit pas d'incidence significative sur ses états financiers.</p>
IAS 37 <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>	<p><i>Description</i> : Le 14 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 37 <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>. Cet amendement clarifie le fait que, pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution du contrat comprend les coûts directement liés au contrat et l'allocation des autres coûts qui sont directement liés à l'exécution du contrat. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière rétrospective modifiée aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société a analysé cet amendement et ne prévoit pas d'incidence significative sur ses états financiers.</p>
IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i>	<p><i>Description</i> : Le 14 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i>. Cet amendement modifie la référence au <i>Cadre conceptuel</i> et ajoute une exception à l'exigence pour une entité de référer au <i>Cadre conceptuel</i> pour déterminer ce qui constitue un actif ou un passif. L'exception spécifie que, pour certains types de passifs et passifs éventuels, une entité qui applique IFRS 3 devrait plutôt se référer à IAS 37 <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société a analysé cet amendement et ne prévoit pas d'incidence significative sur ses états financiers.</p>
Améliorations annuelles des IFRS du cycle 2018-2020	<p><i>Description</i> : Le 14 mai 2020, l'IASB a publié les améliorations annuelles des IFRS du cycle 2018-2020. Les améliorations annuelles précisent des situations spécifiques à quatre normes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • IFRS 1 <i>Première application des Normes internationales d'information financière</i> relativement au fait qu'une filiale qui devient un nouvel adoptant subséquent à sa société mère est autorisée à évaluer les écarts de conversion cumulés en utilisant les montants présentés par sa société mère, en fonction de la date de transition de la société mère aux normes IFRS; • IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> relativement au fait que seuls les frais payés ou reçus entre l'entité et le prêteur, y compris les frais payés ou reçus par l'entité ou le prêteur au nom de l'autre partie, sont inclus dans le test des 10 pour cent pour déterminer si un passif financier doit être décomptabilisé; • IFRS 16 <i>Contrats de location</i> relativement à l'exemple illustratif 13 accompagnant IFRS 16 qui retire de l'exemple illustratif le remboursement des améliorations locatives par le bailleur pour éliminer toute confusion potentielle; • IAS 41 <i>Agriculture</i> relativement au fait que l'entité ne doit plus exclure les flux de trésorerie destinés à financer les impôts aux fins de l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques à l'aide d'une technique d'actualisation pour assurer la cohérence avec les dispositions d'IFRS 13 <i>Évaluation de la juste valeur</i>. <p>Les dispositions de IFRS 1, IFRS 9 et IAS 41 s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Considérant que la société satisfait aux critères et a choisi l'approche du report de IFRS 9, la société appliquera l'amélioration annuelle à IFRS 9 seulement aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. L'amélioration annuelle à IFRS 16 concerne seulement un exemple illustratif, par conséquent, elle est applicable immédiatement.</p> <p><i>Statut</i> : La société a analysé ces améliorations et ne prévoit pas d'incidence significative sur ses états financiers.</p>

IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>	<p><i>Description</i> : Le 12 février 2021, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>. L'amendement, intitulé <i>Informations à fournir sur les méthodes comptables</i>, exige que les entités divulguent les informations significatives sur les méthodes comptables plutôt que sur les principales méthodes comptables. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>
IAS 8 <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>	<p><i>Description</i> : Le 12 février 2021, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 8 <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>. L'amendement, intitulé <i>Définition d'estimations comptables</i>, introduit une définition des estimations comptables et clarifie la distinction entre un changement d'estimation comptable et un changement de méthode comptable. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>
IAS 12 <i>Impôts sur le résultat</i>	<p><i>Description</i> : Le 7 mai 2021, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 12 <i>Impôts sur le résultat</i>. L'amendement, intitulé <i>Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique</i>, clarifie la comptabilisation des impôts différés pour des transactions qui donnent lieu à des différences temporaires imposables et déductibles identiques lors de la comptabilisation initiale, comme dans le cas de contrats de location et des obligations relatives au démantèlement. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière rétrospective modifiée aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>

Information relativement au report de l'application de IFRS 9 *Instruments financiers*

La société applique la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance* dans le cadre de ses activités. Cette norme a été amendée en 2016 afin de permettre aux entités qui appliquent IFRS 4 de différer l'application de IFRS 9 *Instruments financiers* à condition que le total du passif relatif aux activités d'assurance représente plus de 90 % des passifs totaux de l'entité. Ce calcul est effectué à la date de clôture qui précède le 1^{er} avril 2016, soit la date de calcul précisée dans la norme.

Pour ce calcul, la société a pris en compte principalement le passif relatif aux contrats d'assurance, le passif relatif aux contrats d'investissement, le passif relatif à l'actif net des fonds distincts ainsi que les débiteures en date du 31 décembre 2015. Le passif relatif aux activités d'assurance sur les passifs totaux est supérieur à 90 %.

La société a décidé de différer l'application de la norme IFRS 9 à la même date à laquelle entrera en vigueur la norme IFRS 17 *Contrats d'assurance*, qui inclut l'évaluation de ces derniers. Si la société avait appliqué la norme IFRS 9, cela n'aurait pas eu d'effet significatif sur le classement des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net selon IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* compte tenu du lien très étroit qui existe entre les placements et le passif relatif aux contrats d'assurance. Pour les actifs financiers classés comme prêts et créances, détenus jusqu'à l'échéance ou disponibles à la vente au 30 septembre 2021, un montant de 693 \$ (818 \$ au 31 décembre 2020) n'aurait pas satisfait au test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels selon IFRS 9. De plus, en ce qui concerne les prêts hypothécaires, la société n'aurait pas pu utiliser l'exemption de risque de crédit faible dans le calcul des pertes de crédit attendues.

4 › Cession d'entreprise

Le 1^{er} juin 2020, la société a vendu une filiale, iA Conseil en placement inc., à CWB Financial Group. Cette vente reflète la décision de la société de concentrer ses efforts en gestion de patrimoine dans le marché des Canadiens fortunés par le biais exclusif de son réseau en pleine expansion de cabinets indépendants en services-conseils de placement.

5 › Placements et produits de placement

a) Valeur comptable et juste valeur

Au 30 septembre 2021

(en millions de dollars)	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Autres	Total	Juste valeur
Trésorerie et placements à court terme	290 \$	— \$	— \$	1 076 \$	— \$	1 366 \$	1 366 \$
Obligations							
Gouvernements	11 828	1 789	307	107	—	14 031	
Municipalités	1 121	223	—	39	—	1 383	
Sociétés et autres	11 496	1 998	—	2 660	—	16 154	
	24 445	4 010	307	2 806	—	31 568	31 829
Actions							
Ordinaires	2 051	62	—	—	—	2 113	
Privilégiées	236	352	—	—	—	588	
Indices boursiers	139	7	—	—	—	146	
Unités de fonds de placement	733	7	—	—	—	740	
	3 159	428	—	—	—	3 587	3 587
Prêts hypothécaires et autres prêts							
Prêts hypothécaires assurés							
Multirésidentiels	—	—	—	1 344	—	1 344	
Non résidentiels	—	—	—	4	—	4	
	—	—	—	1 348	—	1 348	
Prêts hypothécaires conventionnels							
Multirésidentiels	35	—	—	191	—	226	
Non résidentiels	31	—	—	257	—	288	
	66	—	—	448	—	514	
Autres prêts	—	—	—	1 035	—	1 035	
	66	—	—	2 831	—	2 897	2 984
Instruments financiers dérivés	485	—	—	—	—	485	485
Avances sur contrats	—	—	—	1 015	—	1 015	1 015
Autres placements	—	—	—	3	454	457	457
Immeubles de placement	—	—	—	—	1 875	1 875	1 904
Total des placements	28 445 \$	4 438 \$	307 \$	7 731 \$	2 329 \$	43 250 \$	43 627 \$

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Autres	Total	Juste valeur
Trésorerie et placements à court terme	601 \$	— \$	— \$	992 \$	— \$	1 593 \$	1 593 \$
Obligations							
Gouvernements	12 729	1 764	494	117	—	15 104	
Municipalités	1 306	191	—	40	—	1 537	
Sociétés et autres	10 923	1 720	—	2 478	—	15 121	
	24 958	3 675	494	2 635	—	31 762	32 164
Actions							
Ordinaires	1 774	50	—	—	—	1 824	
Privilégiées	233	413	—	—	—	646	
Indices boursiers	61	7	—	—	—	68	
Unités de fonds de placement	623	7	—	—	—	630	
	2 691	477	—	—	—	3 168	3 168
Prêts hypothécaires et autres prêts							
Prêts hypothécaires assurés							
Multirésidentiels	—	—	—	1 379	—	1 379	
Non résidentiels	—	—	—	5	—	5	
	—	—	—	1 384	—	1 384	
Prêts hypothécaires conventionnels							
Multirésidentiels	48	—	—	200	—	248	
Non résidentiels	33	—	—	226	—	259	
	81	—	—	426	—	507	
Autres prêts	—	—	—	910	—	910	
	81	—	—	2 720	—	2 801	2 935
Instrument financiers dérivés	1 651	—	—	—	—	1 651	1 651
Avances sur contrats	—	—	—	881	—	881	881
Autres placements	—	—	—	4	449	453	453
Immeubles de placement	—	—	—	—	1 916	1 916	1 943
Total des placements	29 982 \$	4 152 \$	494 \$	7 232 \$	2 365 \$	44 225 \$	44 788 \$

La majorité des obligations et des actions, désignées à la juste valeur par le biais du résultat net, constitue des actifs utilisés par la société pour appairer le passif relatif aux contrats d'assurance et le passif relatif aux contrats d'investissement. La variation de la juste valeur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net se reflète par conséquent dans le passif relatif aux contrats d'assurance et le passif relatif aux contrats d'investissement.

La catégorie *À la juste valeur par le biais du résultat net* inclut les titres détenus à des fins de transaction, principalement les instruments financiers dérivés et les placements à court terme ainsi que les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les autres placements sont constitués de billets à recevoir ainsi que de placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise. Les billets à recevoir sont classés comme étant prêts et créances. Les placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise, comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, sont présentés dans la colonne *Autres*.

La juste valeur des immeubles de placement comprend la valeur comptable des immeubles comptabilisés à la juste valeur ainsi que la juste valeur de la linéarisation des loyers qui est comptabilisée dans *Autres éléments d'actif*.

b) Placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise

La société détient des participations qui varient entre 25 % et 50 % au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020. La valeur comptable de ces placements au 30 septembre 2021 est de 441 \$ (436 \$ au 31 décembre 2020). La quote-part du résultat net et du résultat global pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 est de 13 \$ (13 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020).

c) Produits de placement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Intérêts et autres produits tirés des placements				
Intérêts	296 \$	260 \$	792 \$	821 \$
Dividendes	74	25	146	108
Instruments financiers dérivés	3	1	9	(2)
Revenus locatifs	43	56	138	162
Profits (pertes) réalisés	7	20	22	41
Variation des provisions pour pertes	(8)	(8)	(20)	(45)
Autres	6	5	14	23
	421	359	1 101	1 108
Variation de la juste valeur des placements				
Trésorerie et placements à court terme	—	1	—	4
Obligations	(287)	(127)	(2 170)	2 048
Actions	52	88	257	(51)
Prêts hypothécaires et autres prêts	2	(2)	(1)	4
Instruments financiers dérivés	(252)	76	(1 049)	654
Immeubles de placement	—	(4)	(13)	(75)
Autres	17	3	—	(1)
	(468)	35	(2 976)	2 583
Total des produits de placement	(47)\$	394 \$	(1 875)\$	3 691 \$

6 › Juste valeur des instruments financiers et des immeubles de placement

a) Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs

La juste valeur est la contrepartie qui serait reçue pour la vente d'un actif ou payée pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La direction exerce son jugement dans la détermination des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, particulièrement pour les instruments financiers classés au niveau 3. La juste valeur des différentes catégories d'instruments financiers et des immeubles de placement est déterminée comme décrit ci-dessous.

Actifs financiers

Placements à court terme – La valeur comptable de ces placements représente la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Obligations – Les obligations sont évaluées selon les cours du marché observés sur des marchés actifs pour des actifs identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité ainsi que d'autres données de référence publiées sur les marchés. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, la direction utilise alors ses meilleures estimations.

Actions – Les actions sont évaluées en fonction des cours du marché observés sur des marchés actifs. Si le cours sur les marchés actifs n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de modèles d'évaluation des titres de capitaux propres, lesquels prévoient des analyses de la juste valeur de l'actif net et d'autres techniques de comparaison avec des données de référence telles que des indices de marché. Les unités de fonds de placement sont évaluées selon la valeur de l'actif net publiée par le gestionnaire de chaque fonds.

Prêts hypothécaires et autres prêts – La juste valeur des prêts hypothécaires et autres prêts est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour des prêts dont les caractéristiques relatives au risque de crédit et à la durée sont sensiblement les mêmes.

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée en fonction du type d'instrument financier dérivé. En ce qui a trait aux contrats à terme standardisés et aux options qui sont négociés à la bourse, leur juste valeur est déterminée en fonction de leur cours sur des marchés actifs. Les instruments financiers dérivés qui sont transigés de gré à gré sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés et d'autres techniques d'évaluation d'usage sur le marché. Ces évaluations sont basées sur des données observables sur le marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, les indices financiers, les différentiels de taux, le risque de crédit ainsi que la volatilité.

Parmi les instruments financiers dérivés, certains autres contrats dérivés font l'objet d'une restriction quant à la possibilité de les négocier. Dans une telle situation, une prime d'illiquidité basée sur des données non observables sur le marché est prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés. Même si ces données ne sont pas observables, elles sont basées sur des hypothèses jugées appropriées compte tenu des circonstances. Une fois la période de restriction terminée, les instruments sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation standards basés sur des données observables sur le marché, comme décrit précédemment. L'utilisation, par la société, de données non observables est limitée à la période de restriction, et l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers dérivés ne représente pas un montant important.

Avances sur contrats – Les avances sur contrats sont comptabilisées au coût amorti. Elles sont garanties et peuvent être remboursées à tout moment. Leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments.

Autres placements – La juste valeur des autres placements est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments.

Autres éléments d'actif – La juste valeur des autres éléments d'actif financier est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

Immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée selon les différentes méthodes reconnues et conformes aux normes d'évaluation du secteur immobilier. Parmi ces méthodes, la technique du revenu demeure la plus utilisée puisqu'elle se base sur le comportement d'un investisseur en fonction des attentes de revenus générés par un immeuble de placement. Pour ce faire, l'actualisation des flux monétaires générés par l'immeuble de placement est préconisée puisqu'elle mesure la relation entre la valeur marchande et les revenus raisonnablement escomptés au cours d'un horizon d'investissement. Les flux monétaires attendus incluent les revenus contractuels et projetés ainsi que les charges opérationnelles propres à l'immeuble de placement. Ces flux tiennent aussi compte des taux d'intérêt, des taux de location et d'occupation établis en fonction d'études de marché, des produits locatifs attendus tirés des contrats de location en vigueur et des estimations relatives aux entrées de trésorerie futures, y compris les produits projetés tirés des contrats de location futurs et les estimations relatives aux entrées de trésorerie futures formulées en fonction des conjonctures actuelles de marché. Les taux de location futurs sont estimés en fonction de l'emplacement, du type et de la qualité actuelle de l'immeuble ainsi qu'en fonction des données du marché et des projections à la date de l'évaluation. Les justes valeurs sont comparées avec les informations du marché, y compris avec les transactions récentes visant des actifs comparables, afin de vérifier leur caractère raisonnable. L'utilisation optimale fait partie des méthodes d'évaluation possibles. L'usage le meilleur et le plus profitable d'un site fait partie intégrante du processus d'établissement de la juste valeur d'un immeuble de placement. Cet usage est celui qui, au moment de l'évaluation, confère à l'immeuble la juste valeur la plus élevée. Par conséquent, cet usage est déterminé en tenant compte de l'utilisation physique possible, légalement admissible, financièrement possible et réalisable à court terme en tenant compte de la demande et doit être lié aux probabilités de réalisation plutôt qu'aux simples possibilités de réalisation. Les évaluations sont effectuées à l'externe par des évaluateurs agréés indépendants sur une base annuelle ou par le personnel qualifié de la société trimestriellement.

Passifs financiers

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés au passif est présentée à la note 8 « Instruments financiers dérivés » et correspond à la valeur comptable indiquée à la colonne de la juste valeur négative. La juste valeur est déterminée selon la méthode et les hypothèses présentées précédemment à la section « Actifs financiers ».

Autres éléments de passif – La juste valeur des autres éléments de passif, à l'exception des engagements afférents à des titres vendus à découvert, des passifs de titrisation et de la dette hypothécaire, est approximativement la même que la valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

Les engagements afférents à des titres vendus à découvert, classés comme détenus à des fins de transaction, sont évalués selon les cours de marché observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité et les autres données de référence publiées sur les marchés.

La juste valeur des passifs de titrisation et de la dette hypothécaire est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour de nouvelles dettes dont les modalités sont sensiblement les mêmes.

La juste valeur de la dette hypothécaire est de 71 \$ (76 \$ au 31 décembre 2020). La dette hypothécaire est garantie par un immeuble de placement qui a une valeur comptable de 168 \$ (174 \$ au 31 décembre 2020), porte un intérêt de 3,143 % et vient à échéance le 1^{er} mai 2022. La dépense d'intérêts hypothécaires est de 2 \$ (2 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020).

Débitures – La juste valeur des débitures classées comme des passifs financiers au coût amorti est estimée à l'aide d'un modèle d'évaluation tenant compte d'instruments ayant sensiblement les mêmes conditions sur le marché. Cette juste valeur peut fluctuer en raison des taux d'intérêt et des risques de crédit associés à ces instruments.

b) Hiérarchie de la juste valeur

L'information à fournir concernant les instruments financiers et les immeubles de placement doit être présentée selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations des justes valeurs des actifs et des passifs financiers. La hiérarchie est établie afin de donner une priorité plus élevée aux cours du marché non ajustés observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et une priorité plus faible aux paramètres non observables sur le marché. Les trois niveaux de la hiérarchie des évaluations sont décrits comme suit :

- Niveau 1 – Évaluation de la juste valeur fondée sur les cours non ajustés observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actions cotées en Bourse, entre autres, sont classées au niveau 1.
- Niveau 2 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des données autres que les cours de marché visés au niveau 1, qui sont observables sur le marché en ce qui a trait à l'actif ou au passif, directement ou indirectement. La majorité des obligations, les placements à court terme ainsi que certains instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2.
- Niveau 3 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation qui ont recours en grande partie à des paramètres non observables sur le marché et qui tiennent compte des meilleures estimations de la direction. La plupart des placements privés sont classés au niveau 3.

Si un instrument financier classé au niveau 1 cesse de se transiger sur un marché actif, il est transféré au niveau 2. Si l'évaluation de sa juste valeur requiert une utilisation significative de paramètres non observables sur le marché, il est alors reclassé directement au niveau 3.

Actif

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Trésorerie et placements à court terme				
Détenus à des fins de transaction	— \$	290 \$	— \$	290 \$
Obligations				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net				
Gouvernements	837	10 991	—	11 828
Municipalités	—	1 121	—	1 121
Sociétés et autres	—	11 338	158	11 496
	837	23 450	158	24 445
Disponibles à la vente				
Gouvernements	282	1 507	—	1 789
Municipalités	—	223	—	223
Sociétés et autres	—	1 998	—	1 998
	282	3 728	—	4 010
	1 119	27 178	158	28 455
Actions				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 450	—	1 709	3 159
Disponibles à la vente	72	304	52	428
	1 522	304	1 761	3 587
Prêts hypothécaires et autres prêts				
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	66	—	66
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	137	346	2	485
Immeubles de placement				
	—	—	1 875	1 875
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur				
	2 778	28 184	3 796	34 758
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts				
	28 892	7 434	358	36 684
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur	31 670 \$	35 618 \$	4 154 \$	71 442 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Trésorerie et placements à court terme				
Détenus à des fins de transaction	— \$	601 \$	— \$	601 \$
Obligations				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net				
Gouvernements	420	12 309	—	12 729
Municipalités	—	1 306	—	1 306
Sociétés et autres	—	10 783	140	10 923
	420	24 398	140	24 958
Disponibles à la vente				
Gouvernements	248	1 516	—	1 764
Municipalités	—	191	—	191
Sociétés et autres	—	1 720	—	1 720
	248	3 427	—	3 675
	668	27 825	140	28 633
Actions				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 247	—	1 444	2 691
Disponibles à la vente	69	365	43	477
	1 316	365	1 487	3 168
Prêts hypothécaires et autres prêts				
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	81	—	81
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	433	1 215	3	1 651
Immeubles de placement				
	—	—	1 916	1 916
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur				
	2 417	30 087	3 546	36 050
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts				
	25 076	7 365	264	32 705
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur				
	27 493 \$	37 452 \$	3 810 \$	68 755 \$

Il n'y a eu aucun transfert du niveau 1 au niveau 2 au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 (564 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Les transferts de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 provenaient des instruments financiers des fonds distincts et résultaient de l'application d'un ajustement à la juste valeur pour des événements qui ont eu lieu après la clôture des marchés, mais avant la date d'évaluation. Il n'y a eu aucun transfert du niveau 2 au niveau 1 au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 (564 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Les transferts de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 provenaient des instruments financiers des fonds distincts.

Les transferts du niveau 2 au niveau 3 au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 s'élèvent à 28 \$ (10 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Ces transferts proviennent des obligations désignées à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour certaines de ces obligations, la juste valeur est évaluée au cours de marché obtenu par l'entremise de courtiers qui évaluent la juste valeur de ces instruments financiers. Toutefois, le prix de ces obligations est resté inchangé depuis plus de 30 jours, ce qui, selon la politique interne de la société, donne lieu à un transfert. Les obligations restantes sont maintenant évaluées en utilisant des données non observables sur le marché.

Les transferts du niveau 3 au niveau 2 au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 s'élèvent à 2 \$ (7 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Ces transferts proviennent des obligations désignées à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur de ces obligations est évaluée au cours de marché obtenu par l'entremise de courtiers qui évaluent la juste valeur de ces instruments financiers. Au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020, la valeur de ces obligations provient d'un prix obtenu depuis moins de 30 jours.

Il n'y a eu aucun transfert du niveau 3 au niveau 1 au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 (7 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Les transferts de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 provenaient des instruments financiers des fonds distincts. La juste valeur des instruments financiers transférés était auparavant établie à l'aide des modèles d'évaluation internes nécessitant l'utilisation des hypothèses dont l'une, parmi les principales, n'était pas observable sur le marché.

La société utilise des données non observables lors de l'évaluation des obligations et des actions classées au niveau 3. En ce qui concerne les obligations, les données non observables correspondent principalement aux primes de risque de crédit et de liquidité, qui varient entre 1,07 % et 2,43 % au 30 septembre 2021 (1,30 % et 2,43 % au 31 décembre 2020). Les actions classées au niveau 3 sont principalement évaluées en fonction d'information disponible dans les états financiers des sociétés qui utilisent des modèles basés sur l'actualisation de flux monétaires ainsi que l'utilisation de multiples.

Les principales données non observables utilisées lors de l'évaluation des immeubles de placement au 30 septembre 2021 sont le taux d'actualisation, qui se situe entre 5,25 % et 8,00 % (5,25 % et 8,00 % au 31 décembre 2020), et le taux de capitalisation final, qui se situe entre 4,25 % et 7,25 % (4,25 % et 7,25 % au 31 décembre 2020). Le taux d'actualisation se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements au cours des 10 prochaines années. Le taux de capitalisation final se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements pour la durée de vie restante après la période de 10 ans. Si tous les autres facteurs demeurent constants, une baisse (hausse) du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final amènera une augmentation (diminution) de la juste valeur des immeubles de placement.

En raison de la nature non observable des principales données utilisées lors de l'évaluation des obligations, des actions et des immeubles de placement classés au niveau 3, la société n'évalue pas l'incidence que pourrait avoir l'utilisation d'autres hypothèses sur la juste valeur. De plus, les immeubles de placement ainsi que les obligations et les actions classées comme étant désignées à la juste valeur par le biais du résultat net appartiennent au passif relatif aux contrats d'assurance. Conséquemment, les variations de la juste valeur de ces actifs sont compensées par les variations du passif relatif aux contrats d'assurance en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB). Même si d'autres hypothèses qui ont une incidence sur la juste valeur étaient utilisées, cela n'aurait aucun effet important sur les états financiers.

Le tableau suivant présente les actifs comptabilisés à la juste valeur et évalués selon les paramètres du niveau 3 :

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021								
(en millions de dollars)	Solde au 31 décembre 2020	Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net	Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3	Solde au 30 septembre 2021	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
Obligations								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	140 \$	(8)\$	— \$	3 \$	(3)\$	26 \$	158 \$	(10)\$
Actions								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 444	150	—	211	(96)	—	1 709	161
Disponibles à la vente	43	—	4	5	—	—	52	—
Instruments financiers dérivés								
Détenus à des fins de transaction	3	—	—	—	(1)	—	2	—
Immeubles de placement								
	1 916	(13)	—	15	(43)	—	1 875	(13)
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur								
	3 546	129	4	234	(143)	26	3 796	138
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts								
	264	18	—	86	(10)	—	358	18
Total	3 810 \$	147 \$	4 \$	320 \$	(153)\$	26 \$	4 154 \$	156 \$

Exercice terminé le 31 décembre 2020

(en millions de dollars)	Solde au 31 décembre 2019	Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net	Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3	Solde au 31 décembre 2020	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
Obligations								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	129 \$	11 \$	— \$	26 \$	(29)\$	3 \$	140 \$	11 \$
Disponibles à la vente	11	—	—	—	(11)	—	—	—
Actions								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 291	48	—	199	(94)	—	1 444	49
Disponibles à la vente	31	—	2	11	(1)	—	43	—
Instruments financiers dérivés								
Détenus à des fins de transaction	—	3	—	—	—	—	3	3
Immeubles de placement	2 077	(129)	—	28	(60)	—	1 916	(129)
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	3 539	(67)	2	264	(195)	3	3 546	(66)
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts	90	10	—	181	(10)	(7)	264	10
Total	3 629 \$	(57)\$	2 \$	445 \$	(205)\$	(4)\$	3 810 \$	(56)\$

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, un montant de 11 \$ (28 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020) inscrit à titre d'*Achats* d'immeubles de placement correspond à des capitalisations aux *Immeubles de placement* et un montant de 4 \$ correspond à un transfert d'immobilisations corporelles aux *Immeubles de placement*. De plus, les *Ventes et règlements* des immeubles de placement n'incluent aucun transfert à titre d'immobilisations corporelles (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020).

Les *Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net* et le *Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus* sont présentés dans *Produits de placement* à l'état des résultats, à l'exception de la valeur des actifs des fonds distincts, qui n'est pas présentée à l'état des résultats, mais qui est incluse dans l'évolution de l'actif net des fonds distincts à la note 9 « Actif net des fonds distincts ». Les *Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global* sont présentés à la note 12 « Cumul des autres éléments du résultat global » dans *Profits (pertes) latents*.

Juste valeur divulguée par voie de note

La société classe certains de ses instruments financiers comme étant détenus jusqu'à l'échéance ou comme étant prêts et créances. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti et leur juste valeur est divulguée par voie de note. Le tableau suivant présente le niveau de hiérarchie de ces justes valeurs :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Classés comme étant détenus jusqu'à l'échéance				
Obligations				
Gouvernements	— \$	307 \$	— \$	307 \$
Total des actifs classés comme étant détenus jusqu'à l'échéance	—	307	—	307
Classés comme étant prêts et créances				
Obligations				
Gouvernements	—	7	135	142
Municipalités	—	50	—	50
Sociétés et autres	—	185	2 690	2 875
	—	242	2 825	3 067
Prêts hypothécaires et autres prêts	—	2 918	—	2 918
Total des actifs classés comme étant prêts et créances	—	3 160	2 825	5 985
Total des actifs dont la juste valeur est divulguée par voie de note	— \$	3 467 \$	2 825 \$	6 292 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Classés comme étant détenus jusqu'à l'échéance				
Obligations				
Gouvernements	— \$	497 \$	— \$	497 \$
Total des actifs classés comme étant détenus jusqu'à l'échéance	—	497	—	497
Classés comme étant prêts et créances				
Obligations				
Gouvernements	—	8	148	156
Municipalités	—	54	—	54
Sociétés et autres	—	187	2 637	2 824
	—	249	2 785	3 034
Prêts hypothécaires et autres prêts	—	2 854	—	2 854
Total des actifs classés comme étant prêts et créances	—	3 103	2 785	5 888
Total des actifs dont la juste valeur est divulguée par voie de note	— \$	3 600 \$	2 785 \$	6 385 \$

Passifs financiers

Le tableau suivant présente les passifs financiers évalués à la juste valeur sur une base récurrente et ceux dont la juste valeur est indiquée dans une note, classés selon les niveaux de hiérarchie des évaluations :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Autres éléments de passif				
Détenus à des fins de transaction	568 \$	216 \$	— \$	784 \$
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	32	740	32	804
Total des passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction	600	956	32	1 588
Classés au coût amorti				
Autres éléments de passif				
Passifs de titrisation	—	917	—	917
Dette hypothécaire	—	71	—	71
Débitures	—	671	—	671
Total des passifs classés au coût amorti	— \$	1 659 \$	— \$	1 659 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Autres éléments de passif				
Détenus à des fins de transaction	65 \$	208 \$	— \$	273 \$
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	220	310	39	569
Total des passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction	285	518	39	842
Classés au coût amorti				
Autres éléments de passif				
Passifs de titrisation	—	1 009	—	1 009
Dette hypothécaire	—	76	—	76
Débitures	—	682	—	682
Total des passifs classés au coût amorti	— \$	1 767 \$	— \$	1 767 \$

7 › Gestion des risques associés aux instruments financiers

a) Dépréciation des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la société n'a fait aucun reclassement des pertes latentes sur les actions classées comme étant disponibles à la vente de *Autres éléments du résultat global* à *Produits de placement* à l'état des résultats.

Comme les actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont appariés, les variations de la juste valeur, autres que celles liées au risque de crédit, sont directement prises en compte dans *Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance*, ce qui permet d'éviter une disparité des traitements aux résultats. Seules les variations de la juste valeur liées aux événements de crédit touchant les flux monétaires pourraient avoir une incidence sur les résultats de la société.

Les pertes et les profits latents sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente et inclus dans *Cumul des autres éléments du résultat global* sont les suivants :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021			Au 31 décembre 2020		
	Juste valeur	Pertes latentes	Profits latents	Juste valeur	Pertes latentes	Profits latents
Obligations						
Gouvernements	1 789 \$	(23)\$	47 \$	1 764 \$	(1)\$	81 \$
Municipalités	223	(1)	6	191	—	10
Sociétés et autres	1 998	(9)	44	1 720	—	86
	4 010	(33)	97	3 675	(1)	177
Actions	428	(1)	34	477	(10)	15
Total	4 438 \$	(34)\$	131 \$	4 152 \$	(11)\$	192 \$

b) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque pour la société de subir une perte financière si des contreparties ou des débiteurs ne respectent pas leurs engagements.

b) i) Indicateurs de qualité de crédit

Obligations par niveaux de qualité

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
AAA	2 084 \$	1 916 \$
AA	13 605	15 085
A	9 894	9 333
BBB	5 669	5 111
BB et moins	316	317
Total	31 568 \$	31 762 \$

La société procède à une évaluation de la qualité des titres n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation par une agence de cotation. Les obligations qui ont fait l'objet d'une évaluation interne représentent un montant de 2 110 \$ au 30 septembre 2021 (2 114 \$ au 31 décembre 2020).

Prêts hypothécaires et autres prêts

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Prêts hypothécaires assurés	1 348 \$	1 384 \$
Prêts hypothécaires conventionnels	514	507
Autres prêts	1 035	910
Total	2 897 \$	2 801 \$

La qualité de crédit des prêts hypothécaires et autres prêts est évaluée à l'interne régulièrement lors de l'examen du portefeuille.

b) ii) Actifs financiers échus ou dépréciés

Obligations, prêts hypothécaires et autres prêts échus

Les obligations, les prêts hypothécaires et autres prêts sont considérés comme étant échus lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Tout prêt dont les termes d'encaissement présentent un retard de 90 jours et plus dans le cas des prêts hypothécaires et de 120 jours et plus dans le cas des autres prêts et qui ne fait pas l'objet d'une mesure déployée par la société pour soutenir sa clientèle ou qui est en voie de saisie constitue un prêt en défaut. Tout prêt en défaut qui n'est pas assuré et complètement garanti est habituellement déprécié.

Au 30 septembre 2021

(en millions de dollars)	Obligations classées comme étant détenues jusqu'à l'échéance	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
Valeurs brutes					
Non échus et non dépréciés	307 \$	2 789 \$	1 796 \$	1 024 \$	5 916 \$
Échus et non dépréciés					
30 – 89 jours de retard	—	—	—	31	31
90 – 119 jours de retard	—	—	—	5	5
120 jours et plus de retard	—	—	—	1	1
Dépréciés	—	23	—	—	23
Total des valeurs brutes	307 \$	2 812 \$	1 796 \$	1 061 \$	5 976 \$
Provisions spécifiques pour pertes	—	6	—	—	6
	307	2 806	1 796	1 061	5 970
Provisions collectives pour pertes	—	—	—	26	26
Total des valeurs nettes	307 \$	2 806 \$	1 796 \$	1 035 \$	5 944 \$

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)	Obligations classées comme étant détenues jusqu'à l'échéance	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
Valeurs brutes					
Non échus et non dépréciés	494 \$	2 604 \$	1 786 \$	903 \$	5 787 \$
Échus et non dépréciés					
30 – 89 jours de retard	—	—	24	29	53
90 – 119 jours de retard	—	—	—	4	4
120 jours et plus de retard	—	—	—	1	1
Dépréciés	—	45	—	—	45
Total des valeurs brutes	494 \$	2 649 \$	1 810 \$	937 \$	5 890 \$
Provisions spécifiques pour pertes	—	14	—	—	14
	494	2 635	1 810	937	5 876
Provisions collectives pour pertes	—	—	—	27	27
Total des valeurs nettes	494 \$	2 635 \$	1 810 \$	910 \$	5 849 \$

Biens saisis

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, la société n'a pris possession d'aucun immeuble qu'elle détenait en garantie de prêts hypothécaires (valeur inférieure à 1 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Les immeubles saisis qui sont toujours détenus en fin de période sont présentés à titre d'immeubles détenus à des fins de revente dans *Autres éléments d'actif*.

Provisions spécifiques pour pertes

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Obligations classées comme étant prêts et créances
Solde au début	14 \$	10 \$
Variation des provisions spécifiques pour pertes	(8)	4
Solde à la fin	6 \$	14 \$

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, les provisions spécifiques pour pertes n'ont subi aucune variation pour les obligations classées comme étant détenues jusqu'à l'échéance, les prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances et les autres prêts (aucune pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020).

8 › Instruments financiers dérivés

La société est un utilisateur final d'instruments financiers dérivés dans le cours normal de la gestion des risques de fluctuation des taux d'intérêt, des taux de change de devises et des justes valeurs des actifs investis. Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée des taux d'intérêt sous-jacents, des taux de change, d'autres instruments financiers ou d'indices.

Le montant nominal est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants à échanger périodiquement. Il ne représente cependant pas l'exposition directe au risque de crédit. Le risque de crédit maximal correspond au coût estimé de remplacement des instruments financiers dérivés ayant une valeur positive si une contrepartie manque à ses obligations. Le risque de crédit maximal des instruments financiers dérivés au 30 septembre 2021 est de 466 \$ (1 647 \$ au 31 décembre 2020). À la date de clôture de chaque période, l'exposition de la société se limite au risque que l'autre partie à l'entente ne puisse honorer les conditions des contrats des instruments financiers dérivés.

Au 30 septembre 2021						
(en millions de dollars)	Montant nominal			Total	Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans		Positive	Négative
Contrats d'indice de marché						
Contrats de swaps	907 \$	244 \$	87 \$	1 238 \$	2 \$	(26)\$
Contrats à terme standardisés	494	—	—	494	17	—
Options	4 289	—	—	4 289	128	(35)
Contrats de taux de change						
Contrats de swaps	529	342	4 008	4 879	44	(301)
Contrats à terme de gré à gré	3 363	512	—	3 875	27	(53)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de swaps	1 712	2 175	3 800	7 687	198	(228)
Contrats à terme de gré à gré	1 099	1 557	—	2 656	67	(129)
Autres contrats dérivés	2	5	267	274	2	(32)
Total	12 395 \$	4 835 \$	8 162 \$	25 392 \$	485 \$	(804)\$

Au 31 décembre 2020						
(en millions de dollars)	Montant nominal			Total	Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans		Positive	Négative
Contrats d'indice de marché						
Contrats de swaps	735 \$	460 \$	87 \$	1 282 \$	35 \$	(3)\$
Contrats à terme standardisés	660	—	—	660	1	(8)
Options	7 632	—	—	7 632	439	(215)
Contrats de taux de change						
Contrats de swaps	510	367	3 345	4 222	136	(137)
Contrats à terme de gré à gré	4 252	536	—	4 788	128	(18)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de swaps	1 093	3 169	4 845	9 107	538	(148)
Contrats à terme de gré à gré	1 597	2 456	—	4 053	371	(1)
Contrats de risque de crédit						
Contrats de swaps	—	2	—	2	—	—
Autres contrats dérivés	3	5	340	348	3	(39)
Total	16 482 \$	6 995 \$	8 617 \$	32 094 \$	1 651 \$	(569)\$

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021		
	Montant nominal	Juste valeur	
		Positive	Négative
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	22 845 \$	475 \$	(762)\$
Couverture d'un investissement net	1 585	—	(37)
Couverture de juste valeur			
Risque de taux d'intérêt	810	7	(5)
Risque de change	38	1	—
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de change	114	2	—
Total des instruments financiers dérivés	25 392 \$	485 \$	(804)\$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2020		
	Montant nominal	Juste valeur	
		Positive	Négative
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	29 509 \$	1 579 \$	(540)\$
Couverture d'un investissement net	1 555	56	—
Couverture de juste valeur			
Risque de taux d'intérêt	860	10	(28)
Risque de change	30	1	—
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de change	140	5	(1)
Total des instruments financiers dérivés	32 094 \$	1 651 \$	(569)\$

Instruments financiers dérivés incorporés

La société détient des actions privilégiées perpétuelles assorties d'une option de rachat qui donne à l'émetteur le droit de racheter les actions à un cours déterminé. Les normes comptables exigent que la valeur de l'option de rachat soit évaluée séparément de celle des actions privilégiées. La valeur de l'option de rachat des instruments financiers dérivés incorporés est déterminée par une évaluation qui repose principalement sur la volatilité, les cours observés sur des marchés et les caractéristiques des actions privilégiées sous-jacentes. Ces instruments financiers dérivés incorporés sont présentés dans *Autres contrats dérivés*.

Couverture d'un investissement net

Les contrats à terme de gré à gré, désignés comme éléments de couverture d'un investissement net dans un établissement étranger ayant une monnaie fonctionnelle différente de celle de la société, ont des échéances de moins de 1 an au 30 septembre 2021 (moins de 1 an au 31 décembre 2020). La portion efficace de la variation de la juste valeur est comptabilisée dans *Autres éléments du résultat global*, tout comme l'écart de conversion de l'investissement net dans un établissement étranger. Pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2021 et 2020, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

Couverture de juste valeur

Couverture du risque de taux d'intérêt

La société utilise une relation de couverture afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente. La société utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt qui ont des échéances allant de moins de 1 an à 13 ans au 30 septembre 2021 (de 1 an à 14 ans au 31 décembre 2020).

La société utilise une relation de couverture afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur des passifs financiers classés comme passifs financiers au coût amorti. La société utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt qui ont des échéances de moins de 1 an à 7 ans au 30 septembre 2021 (de moins de 1 an à 8 ans au 31 décembre 2020).

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, la société a constaté un gain de 17 \$ sur l'instrument de couverture (perte de 23 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020) et une perte de 20 \$ sur l'élément couvert (gain de 22 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021, la société a constaté une inefficacité de couverture de 3 \$ (1 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020).

Couverture du risque de change

La société utilise une relation de couverture de juste valeur afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change relativement à des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente. La société utilise des contrats de gré à gré qui ont des échéances de moins de 1 an au 30 septembre 2021 (moins de 2 ans au 31 décembre 2020). Pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2021 et 2020, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

Couverture de flux de trésorerie

La société utilise une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change sur des actifs financiers en devises étrangères. La société utilise des contrats de swaps qui ont des échéances entre moins de 1 an et 8 ans au 30 septembre 2021 (de 2 ans à 9 ans au 31 décembre 2020). Pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2021 et 2020, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

9 › Actif net des fonds distincts

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Actif		
Encaisse et placements à court terme	1 407 \$	1 077 \$
Obligations	6 357	6 481
Actions et fonds de placement	29 106	25 219
Prêts hypothécaires	32	27
Immeubles de placement	15	16
Instruments financiers dérivés	4	26
Autres éléments d'actif	324	155
	37 245	33 001
Passif		
Créditeurs et frais courus	345	186
Instruments financiers dérivés	14	—
	359	186
Actif net	36 886 \$	32 815 \$

Le tableau suivant présente l'évolution de l'actif net des fonds distincts :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Solde au début	35 837 \$	28 505 \$	32 815 \$	27 868 \$
Plus :				
Sommes perçues des titulaires de contrats	1 924	1 178	5 988	4 002
Intérêts et dividendes	244	73	456	352
Profits nets réalisés	393	373	1 131	586
Augmentation (diminution) nette de la juste valeur	(359)	700	832	(104)
	38 039	30 829	41 222	32 704
Moins :				
Sommes versées aux titulaires de contrats	978	564	3 851	2 189
Frais d'exploitation	175	134	485	384
	1 153	698	4 336	2 573
Solde à la fin	36 886 \$	30 131 \$	36 886 \$	30 131 \$

10 › Débentures

Les débentures émises et en circulation de la société sont garanties par iA Société financière depuis le changement de structure organisationnelle du 1^{er} janvier 2019.

11 > Capital social

Le capital social émis par la société s'établit comme suit :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 30 septembre 2021		Au 31 décembre 2020	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires				
Solde au début et à la fin	108 575	1 655 \$	108 575	1 655 \$
Actions privilégiées, catégorie A				
Solde au début et à la fin	21 000	525	21 000	525
Total du capital social		2 180 \$		2 180 \$

Actions privilégiées, catégorie A

Les actions privilégiées émises et en circulation de la société sont garanties par iA Société financière depuis le changement de structure organisationnelle du 1^{er} janvier 2019.

Dividendes

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 septembre				Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre			
	2021		2020		2021		2020	
	Total	Par action (en dollars)	Total	Par action (en dollars)	Total	Par action (en dollars)	Total	Par action (en dollars)
Actions ordinaires	— \$	— \$	— \$	— \$	250 \$	2,30 \$	671 \$	6,18 \$
Actions privilégiées								
Catégorie A – série B	1	0,29	1	0,29	4	0,86	4	0,86
Catégorie A – série G	3	0,24	2	0,24	7	0,71	7	0,71
Catégorie A – série I	2	0,30	3	0,30	6	0,90	6	0,90
	6		6		17		17	
Total	6 \$		6 \$		267 \$		688 \$	

12 › Cumul des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars)	Obligations	Actions	Écart de conversion	Couverture	Total
Solde au 31 décembre 2020	134 \$	5 \$	40 \$	(29)\$	150 \$
Profits (pertes) latents	(81)	26	—	—	(55)
Impôts sur profits (pertes) latents	20	(6)	—	—	14
Autres	—	—	(7)	3	(4)
	(61)	20	(7)	3	(45)
Pertes (profits) réalisés	(29)	1	—	—	(28)
Impôts sur pertes (profits) réalisés	8	—	—	—	8
	(21)	1	—	—	(20)
Solde au 30 septembre 2021	52	26	33	(26)	85
Solde au 31 décembre 2019	73	(8)	73	(61)	77
Profits (pertes) latents	114	15	—	—	129
Impôts sur profits (pertes) latents	(30)	(3)	—	—	(33)
Autres	—	—	(33)	38	5
Impôts sur autres	—	—	—	(6)	(6)
	84	12	(33)	32	95
Pertes (profits) réalisés	(30)	1	—	—	(29)
Impôts sur pertes (profits) réalisés	7	—	—	—	7
	(23)	1	—	—	(22)
Solde au 31 décembre 2020	134	5	40	(29)	150
Solde au 31 décembre 2019	73	(8)	73	(61)	77
Profits (pertes) latents	101	(3)	—	—	98
Impôts sur profits (pertes) latents	(26)	1	—	—	(25)
Autres	—	—	37	(33)	4
Impôts sur autres	—	—	—	5	5
	75	(2)	37	(28)	82
Pertes (profits) réalisés	(19)	(2)	—	—	(21)
Impôts sur pertes (profits) réalisés	4	1	—	—	5
	(15)	(1)	—	—	(16)
Solde au 30 septembre 2020	133 \$	(11)\$	110 \$	(89)\$	143 \$

13 › Gestion du capital

Exigences réglementaires et ratio de solvabilité

La société gère son capital conjointement avec celui de iA Société financière.

Les exigences relatives à la suffisance de capital de la société sont réglementées par la ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital pour les assureurs de personnes (ESCAP).

En vertu de l'ESCAP, plusieurs éléments composent le ratio de solvabilité :

Les capitaux disponibles représentent le total des capitaux de catégorie 1 et de catégorie 2, moins les autres déductions prescrites par l'AMF.

Les capitaux de catégorie 1 comprennent les éléments de capitaux plus permanents, c'est-à-dire principalement les capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire et aux actions privilégiées. Le goodwill et les autres éléments d'immobilisations incorporelles sont notamment déduits de cette catégorie.

Les capitaux de catégorie 2 sont composés principalement de débentures subordonnées.

L'attribution de l'avoir correspond à la valeur de certaines provisions pour écarts défavorables incluses dans le passif relatif aux contrats d'assurance.

Les dépôts admissibles correspondent à des montants relatifs à des ententes de réassurance non agréées déposés dans des instruments de garantie.

Le coussin de solvabilité global est déterminé en fonction de cinq catégories de risques, soit le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque relatif aux fonds distincts ainsi que le risque opérationnel. Ces composantes de risques sont calculées en utilisant diverses méthodes et tiennent compte des risques associés aux éléments d'actif et de passif qui figurent ou non à l'état de la situation financière. Le coussin de solvabilité global correspond à la somme des composantes de risques moins divers crédits (par exemple, pour la diversification entre les risques et pour les produits ajustables) multipliée par un coefficient de 1,05.

Le ratio ESCAP total est calculé en divisant la somme des capitaux disponibles, de l'attribution de l'avoir et des dépôts admissibles par le coussin de solvabilité global.

Selon la ligne directrice de l'AMF, la société doit se fixer, pour ses capitaux propres disponibles, un niveau cible qui excède les exigences minimales requises. La ligne directrice stipule également que la majeure partie des capitaux propres doit être de catégorie 1, ce qui permet d'absorber les pertes liées aux activités courantes.

Au 30 septembre 2021, la société maintient un ratio qui satisfait aux exigences réglementaires.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	30 septembre 2021
Capitaux disponibles, attribution de l'avoir et dépôts admissibles	9 499 \$
Coussin de solvabilité global	7 822 \$
Ratio total	121 %

Au 31 décembre 2020, le ratio de solvabilité était de 122 % et la société maintenait un ratio qui satisfaisait aux exigences réglementaires.

14 › Frais généraux

Dépréciation du goodwill

Au 31 mars 2020, en raison des effets de la pandémie de la COVID-19 décrits à la note 2, la société a procédé à une révision des projections financières de PPI Management Inc. À la suite de cette révision, un test de dépréciation a été réalisé à l'égard des activités de PPI Management Inc. comprises dans les unités génératrices de trésorerie (UGT) du secteur de l'Assurance individuelle. Cela a amené la société à comptabiliser une dépréciation du goodwill de 24 \$. Ce montant a été reconnu à l'état des résultats dans *Frais généraux*. La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée par le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des frais de sortie qui, au 31 mars 2020, était la valeur d'utilité, déterminée à l'aide de projections de flux de trésorerie avant impôts fondées sur des projections financières futures approuvées par la direction et qui couvrent une période de 5 ans.

15 > Impôts sur le résultat

Le taux d'impôts effectif sur le résultat diffère du taux prévu par la loi au Canada en raison des facteurs suivants :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 septembre				Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre			
	2021		2020		2021		2020	
Résultat avant impôts	292 \$		274 \$		824 \$		581 \$	
Charge d'impôts prévue par la loi au Canada	76	26 %	72	27 %	217	26 %	154	27 %
Augmentation (diminution) des impôts attribuables à :								
Écarts des taux d'imposition sur le résultat non assujetti à l'impôt du Canada	(1)	— %	(2)	(1)%	(3)	— %	(3)	(1)%
Produits de placement exonérés	(12)	(4)%	(21)	(8)%	(36)	(4)%	(50)	(8)%
Portion non déductible (non imposable) de la variation de la juste valeur des immeubles de placement	—	— %	—	— %	1	— %	7	1 %
Ajustements des années précédentes	3	1 %	—	— %	8	1 %	(11)	(2)%
Variation des taux d'imposition	—	— %	—	— %	1	— %	(1)	— %
Autres	1	— %	1	— %	3	— %	8	1 %
Charge (recouvrement) d'impôts et taux d'impôts effectif	67 \$	23 %	50 \$	18 %	191 \$	23 %	104 \$	18 %

16 > Information sectorielle

La société exerce et gère ses activités en fonction de cinq principaux secteurs d'activité isolables qui reflètent sa structure organisationnelle quant à la prise de décision. La direction exerce son jugement lorsqu'elle regroupe les unités d'exploitation de la société en secteurs opérationnels. Ses produits et services sont offerts aux particuliers, aux entreprises et aux groupes. Ses activités se trouvent principalement au Canada et aux États-Unis. Les produits et services principaux offerts par chaque secteur sont les suivants :

Assurance individuelle – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance invalidité et d'assurance hypothécaire;

Gestion de patrimoine individuel – Produits et services individuels en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts, en plus de services de courtage en valeurs mobilières, à titre de fiduciaire et dans le domaine des fonds communs;

Assurance collective – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance décès et mutilation, d'assurance soins dentaires et d'assurance invalidité de courte et de longue durée pour les régimes d'employés, produits d'assurance crédit, d'assurance et de garanties de remplacement, de garanties prolongées et d'autres produits auxiliaires pour les services aux concessionnaires et produits d'assurance spécialisés pour les marchés spéciaux;

Épargne et retraite collectives – Produits et services en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts collectifs;

Affaires américaines – Produits d'assurance divers vendus aux États-Unis tels que des produits d'assurance vie et de garanties prolongées relatifs aux services aux concessionnaires;

Autres – Produits d'assurance auto et habitation, services soutenant les activités qui n'ont pas de lien avec les secteurs principaux, tels que la gestion d'actifs et le financement, le capital de la société de même que certains ajustements relatifs à la consolidation.

La société utilise des hypothèses, des jugements et une méthode d'allocation pour attribuer les frais généraux qui ne sont pas directement attribuables à un secteur d'activité. La répartition des autres activités est principalement effectuée selon une formule basée sur les capitaux propres et est appliquée uniformément à chaque secteur d'activité.

Les autres actifs et les autres passifs, à l'exception principalement des instruments financiers dérivés, sont classés en totalité sous la colonne *Autres* puisqu'ils servent au soutien opérationnel des activités de la société.

Résultats sectoriels

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre 2021						
	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Produits							
Primes nettes	433 \$	1 359 \$	439 \$	804 \$	155 \$	103 \$	3 293 \$
Produits de placement	(114)	(2)	31	(5)	6	37	(47)
Autres produits	31	458	14	29	40	(57)	515
	350	1 815	484	828	201	83	3 761
Charges							
Prestations et règlements bruts sur contrats	219	553	295	361	152	16	1 596
Prestations et règlements cédés sur contrats	(77)	—	(14)	(6)	(105)	27	(175)
Transferts nets aux fonds distincts	—	842	—	176	—	—	1 018
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(108)	(66)	15	258	(3)	—	96
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	1	—	—	—	1
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(46)	—	(1)	1	7	—	(39)
Commissions, frais généraux et autres charges	251	404	150	33	131	(12)	957
Charges financières	4	1	8	—	—	2	15
	243	1 734	454	823	182	33	3 469
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	107	81	30	5	19	50	292
Répartition des autres activités	33	9	4	2	2	(50)	—
Résultat avant impôts	140	90	34	7	21	—	292
Impôts sur le résultat	25	26	9	2	5	—	67
Résultat net	115	64	25	5	16	—	225
Résultat net attribué aux contrats avec participation	3	—	—	—	—	—	3
Résultat net attribué aux actionnaires	112 \$	64 \$	25 \$	5 \$	16 \$	— \$	222 \$

Trimestre terminé le 30 septembre 2020

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Produits							
Primes nettes	412 \$	933 \$	411 \$	1 168 \$	156 \$	91 \$	3 171 \$
Produits de placement	257	(32)	42	71	14	42	394
Autres produits	27	370	15	26	36	(52)	422
	696	1 271	468	1 265	206	81	3 987
Charges							
Prestations et règlements bruts sur contrats	178	480	281	341	145	14	1 439
Prestations et règlements cédés sur contrats	(51)	—	(13)	(7)	(86)	28	(129)
Transferts nets aux fonds distincts	—	381	—	241	—	—	622
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	269	15	17	652	1	(4)	950
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	3	—	—	—	3
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(37)	—	3	1	11	4	(18)
Commissions, frais généraux et autres charges	221	325	143	28	127	(10)	834
Charges financières	3	1	8	—	—	—	12
	583	1 202	442	1 256	198	32	3 713
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	113	69	26	9	8	49	274
Répartition des autres activités	31	7	3	2	6	(49)	—
Résultat avant impôts	144	76	29	11	14	—	274
Impôts sur le résultat	27	—	14	7	2	—	50
Résultat net	117	76	15	4	12	—	224
Résultat net attribué aux contrats avec participation	(4)	—	—	—	—	—	(4)
Résultat net attribué aux actionnaires	121 \$	76 \$	15 \$	4 \$	12 \$	— \$	228 \$

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Produits							
Primes nettes	1 297 \$	4 231 \$	1 267 \$	2 132 \$	456 \$	294 \$	9 677 \$
Produits de placement	(1 757)	(157)	69	(102)	(34)	106	(1 875)
Autres produits	93	1 306	37	86	110	(164)	1 468
	(367)	5 380	1 373	2 116	532	236	9 270
Charges							
Prestations et règlements bruts sur contrats	669	1 774	897	2 016	426	41	5 823
Prestations et règlements cédés sur contrats	(236)	—	(38)	(18)	(295)	81	(506)
Transferts nets aux fonds distincts	—	2 489	—	(215)	—	—	2 274
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(1 732)	(292)	(19)	209	(102)	1	(1 935)
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	(6)	—	—	—	(6)
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(119)	—	—	4	59	(1)	(57)
Commissions, frais généraux et autres charges	737	1 184	433	100	384	(26)	2 812
Charges financières	7	2	25	—	1	6	41
	(674)	5 157	1 292	2 096	473	102	8 446
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	307	223	81	20	59	134	824
Répartition des autres activités	87	22	9	8	8	(134)	—
Résultat avant impôts	394	245	90	28	67	—	824
Impôts sur le résultat	78	66	25	7	15	—	191
Résultat net	316	179	65	21	52	—	633
Résultat net attribué aux contrats avec participation	(3)	—	—	—	—	—	(3)
Résultat net attribué aux actionnaires	319 \$	179 \$	65 \$	21 \$	52 \$	— \$	636 \$

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Produits							
Primes nettes	1 203 \$	2 785 \$	1 183 \$	2 155 \$	444 \$	251 \$	8 021 \$
Produits de placement	2 738	223	150	300	160	120	3 691
Autres produits	84	1 116	43	78	103	(146)	1 278
	4 025	4 124	1 376	2 533	707	225	12 990
Charges							
Prestations et règlements bruts sur contrats	605	1 376	846	999	402	39	4 267
Prestations et règlements cédés sur contrats	(178)	—	(39)	(20)	(237)	74	(400)
Transferts nets aux fonds distincts	—	1 229	—	605	—	—	1 834
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	2 766	419	49	838	197	(3)	4 266
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	25	—	—	—	25
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(76)	—	7	3	(49)	3	(112)
Commissions, frais généraux et autres charges	669	996	405	82	359	(21)	2 490
Charges financières	11	2	24	—	—	2	39
	3 797	4 022	1 317	2 507	672	94	12 409
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	228	102	59	26	35	131	581
Répartition des autres activités	87	15	8	4	17	(131)	—
Résultat avant impôts	315	117	67	30	52	—	581
Impôts sur le résultat	47	26	15	6	10	—	104
Résultat net	268	91	52	24	42	—	477
Résultat net attribué aux contrats avec participation	4	—	—	—	—	—	4
Résultat net attribué aux actionnaires	264 \$	91 \$	52 \$	24 \$	42 \$	— \$	473 \$

Primes sectorielles

Trimestre terminé le 30 septembre 2021

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Primes brutes							
Investies dans le fonds général	547 \$	213 \$	469 \$	332 \$	317 \$	41 \$	1 919 \$
Investies dans les fonds distincts	—	1 146	—	478	—	—	1 624
	547	1 359	469	810	317	41	3 543
Primes cédées							
Investies dans le fonds général	(114)	—	(30)	(6)	(162)	62	(250)
Primes nettes	433 \$	1 359 \$	439 \$	804 \$	155 \$	103 \$	3 293 \$

Trimestre terminé le 30 septembre 2020

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Primes brutes							
Investies dans le fonds général	514 \$	209 \$	442 \$	666 \$	290 \$	34 \$	2 155 \$
Investies dans les fonds distincts	—	724	—	508	—	—	1 232
	514	933	442	1 174	290	34	3 387
Primes cédées							
Investies dans le fonds général	(102)	—	(31)	(6)	(134)	57	(216)
Primes nettes	412 \$	933 \$	411 \$	1 168 \$	156 \$	91 \$	3 171 \$

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2021

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Primes brutes							
Investies dans le fonds général	1 618 \$	662 \$	1 352 \$	583 \$	912 \$	118 \$	5 245 \$
Investies dans les fonds distincts	—	3 569	—	1 568	—	—	5 137
	1 618	4 231	1 352	2 151	912	118	10 382
Primes cédées							
Investies dans le fonds général	(321)	—	(85)	(19)	(456)	176	(705)
Primes nettes	1 297 \$	4 231 \$	1 267 \$	2 132 \$	456 \$	294 \$	9 677 \$

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020

(en millions de dollars)	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
Primes brutes							
Investies dans le fonds général	1 494 \$	589 \$	1 271 \$	786 \$	827 \$	86 \$	5 053 \$
Investies dans les fonds distincts	—	2 196	—	1 389	—	—	3 585
	1 494	2 785	1 271	2 175	827	86	8 638
Primes cédées							
Investies dans le fonds général	(291)	—	(88)	(20)	(383)	165	(617)
Primes nettes	1 203 \$	2 785 \$	1 183 \$	2 155 \$	444 \$	251 \$	8 021 \$

18 › Avantages postérieurs à l'emploi

La société maintient un régime à prestations définies capitalisé et un certain nombre de régimes non capitalisés qui garantissent le paiement de prestations de retraite et des régimes à cotisations définies.

La société offre aussi des avantages complémentaires à la retraite. Ces avantages se composent de protections d'assurance maladie complémentaire, d'assurance vie et d'assurance soins dentaires. La société offre également des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le maintien du salaire en cas d'invalidité de courte durée.

Montants reconnus dans le résultat net et les autres éléments du résultat global

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			
	2021		2020	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services courants	17 \$	1 \$	16 \$	1 \$
Intérêts nets	2	—	2	—
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans le résultat net	19	1	18	1
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies ¹				
Taux de rendement des actifs (à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets ci-dessus)	12	—	(18)	—
Pertes (gains) actuariels découlant des changements dans les hypothèses financières	(48)	(4)	36	2
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	(36)	(4)	18	2
Total des composantes du coût des prestations définies	(17)\$	(3)\$	36 \$	3 \$

¹ Les changements dans les hypothèses financières ainsi que les hypothèses relatives au taux de rendement des actifs, qui représentent des hypothèses relatives au marché, sont révisées trimestriellement. Les autres hypothèses sont révisées annuellement.

(en millions de dollars)	Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre			
	2021		2020	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services courants	51 \$	2 \$	46 \$	3 \$
Intérêts nets	7	1	6	1
Frais administratifs	1	—	1	—
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans le résultat net	59	3	53	4
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies ¹				
Taux de rendement des actifs (à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets ci-dessus)	39	—	(37)	—
Pertes (gains) actuariels découlant des changements dans les hypothèses financières	(281)	(7)	130	3
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	(242)	(7)	93	3
Total des composantes du coût des prestations définies	(183)\$	(4)\$	146 \$	7 \$

¹ Les changements dans les hypothèses financières ainsi que les hypothèses relatives au taux de rendement des actifs, qui représentent des hypothèses relatives au marché, sont révisées trimestriellement. Les autres hypothèses sont révisées annuellement.

Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			
	2021		2020	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(36)\$	(4)\$	18 \$	2 \$
Impôts sur la réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	10	1	(4)	(1)
Total des autres éléments du résultat global	(26)\$	(3)\$	14 \$	1 \$

	Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre			
	2021		2020	
(en millions de dollars)	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(242)\$	(7)\$	93 \$	3 \$
Impôts sur la réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	64	2	(24)	(1)
Total des autres éléments du résultat global	(178)\$	(5)\$	69 \$	2 \$

19 › Engagements

Engagements de placements

Dans le cours normal des activités de la société, divers engagements contractuels se rapportant à des offres de prêts commerciaux, à des placements privés, à des coentreprises ainsi qu'à des immeubles ne sont pas pris en compte dans les états financiers et pourraient ne pas être exécutés. Au 30 septembre 2021, ces engagements s'élevaient à 715 \$ (773 \$ au 31 décembre 2020), dont les décaissements estimatifs seront de 109 \$ (72 \$ au 31 décembre 2020) dans 30 jours, de 259 \$ (308 \$ au 31 décembre 2020) dans 31 à 365 jours et de 347 \$ (393 \$ au 31 décembre 2020) dans plus d'un an.

Entente de financement

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la société avait une entente de financement envers iA Société financière d'un montant de 80 \$ qui ne devait servir qu'au financement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de iA Société financière. Au 30 septembre 2021, aucune entente de financement n'est en vigueur.

Lettres de crédit

Dans le cours normal des activités, des banques émettent des lettres de crédit au nom de la société. Au 30 septembre 2021, le solde de ces lettres est de 2 \$ (7 \$ au 31 décembre 2020).

Marges de crédit

Au 30 septembre 2021, la société disposait de marges de crédit d'exploitation d'un montant de 56 \$ (56 \$ au 31 décembre 2020) qui n'étaient pas utilisées au 30 septembre 2021 et 2020. Les marges de crédit ont pour but de faciliter le financement des activités de la société et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

20 › Événement postérieur à la date de clôture

Cession d'entreprise

Le 1^{er} octobre 2021, PPI Management Inc., une filiale de la société, a vendu sa filiale PPI Benefits Inc., détenue en propriété exclusive, à AGA Assurances collectives. Un gain de 12 \$ avant impôts sera reconnu à l'état des résultats dans *Autres revenus* au cours du prochain trimestre. Cette vente reflète la décision de PPI Management Inc. de concentrer ses efforts sur ses activités principales en assurance individuelle ainsi qu'au soutien des conseillers indépendants.